

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Volume 70 - Numéro 3-4 - Juin-Août 2020

SOMMAIRE

ARTICLES

La « fraude sociale » en questions :
la naturalisation d'une thématique
politique au prisme des questions
à l'Assemblée nationale (1986-2017)
Vincent Dubois, Marion Lieutaud 341

Les sommets du Palais : analyser l'espace
parlementaire avec des cartes
auto-organisatrices
Julien Boelaert, Étienne Ollion 373

Un culte du chef ? Culture militaire
et verticalité organisationnelle au Front
national
Félicien Faury, Guillaume Letourneur 399

Des coalitions au consensus politique
ambigu : aux origines du revenu minimum
au Brésil
Carla Tomazini 421

Du vote professionnel à la grève :
les inégalités de participation
en entreprise
*Pierre Blavier, Tristan Haute,
Étienne Pénissat* 443

NOTE DE RECHERCHE

In absentia : le vote par procuration,
une participation électorale à distance ?
Baptiste Coulmont 469

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE : VARIA

LECTURES CRITIQUES

L'inventeur du postmatérialisme
Nonna Mayer 489

Les politiques de l'eau au prisme
de la science politique
Franck Poupeau 493

COMPTES RENDUS

Pierre Birnbaum,
La leçon de Vichy. Une histoire personnelle
Olivier Rozenberg 497

Marine Bourgeois,
*Tris et sélections des populations dans le logement
social. Une ethnographie comparée de trois villes
françaises*
Pauline Bascou, Jean-Marc Stébé 498

Christine Cadot,
Mémoires collectives européennes
Véronique Charléty 499

Julia Cagé,
Le prix de la démocratie
Éric Phélippeau 501

Dominique Cardon,
Culture numérique
Benjamin Loveluck 503

Miguel A. Centeno, Atul Kohli, Deborah J. Yashar (dir.), avec Dinsha Mistree, <i>States in The Developing World</i> Damien Larrouqué	504	Guillaume Mouralis, <i>Le moment Nuremberg. Le procès international, les lawyers et la question raciale</i> Christophe Majastre	516
Ivan Chupin, <i>Les écoles de journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2018)</i> Philippe Juhem	506	Jacques-Benoît Rauscher, <i>L'Église catholique est-elle anticapitaliste ?</i> Yann Raison du Cleuziou	517
Nicola Cianferoni, <i>Travailler dans la grande distribution. La journée de travail va-t-elle redevenir une question sociale ?</i> Dominique Andolfatto	507	Marinos Sariyannis, <i>A History of Ottoman Political Thought up to Early Nineteenth Century</i> Hamit Bozarslan	519
Yves Déloye, Jean-Michel De Waele (dir.), <i>Politique comparée</i> Alexandra Goujon	508	Emilia Schijman, <i>À qui appartient le droit ? Ethnographier une économie de pauvreté</i> Jérôme Pélisse	520
Nathalie Duclos, <i>Courtiers de la paix. Les vétérans au cœur du statebuilding international au Kosovo</i> Gilles Bertrand	510	Richard Shaw, Chris Eichbaum (dir.), <i>Ministers, Minders and Mandarins. An International Study of Relationships at The Executive Summit of Parliamentary Democracies</i> Guillaume Cornu	521
Robert Kagan, <i>The Jungle Grows Back. America and Our Imperiled World</i> Pierre Bourgeois	511	INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE	523
Romain Lecler, <i>Une contre-mondialisation audiovisuelle. Ou comment la France exporte la diversité culturelle</i> Evélia Mayenga	513	Pierre-William Fregonese, <i>De la stratégie culturelle française au ^{xx}e siècle</i>	
Gary T. Marx, <i>Windows into The Soul. Surveillance and Society in an Age of High Technology</i> Fabien Thétaz	514	REVUE DES REVUES	525
		RÉSUMÉS/ABSTRACTS	535

TABLE OF CONTENTS

Volume 70 - Issue 3-4 - June-August 2020

VARIA

ARTICLES

« Welfare Fraud » in Questions : The Naturalization of a Political Issue in Light of Parliamentary Questions at The French National Assembly (1986-2017)
Vincent Dubois, Marion Lieutaud 341

At The Summit of Power : Analyzing The Parliamentary Space with Self-Organizing Maps
Julien Boelaert, Étienne Ollion 373

A Cult of Personality ? Military Culture and Vertical Organization in The *Front National*
Félicien Faury, Guillaume Letourneur 399

From Coalitions to Ambiguous Political Consensus : The Origin Story of Basic Income in Brazil
Carla Tomazini 421

From Workplace Elections to Strikes : Inequalities Facing Participation in Industrial Relations
Pierre Blavier, Tristan Haute, Étienne Pénissat 443

RESEARCH NOTE

In Absentia : Proxy Voting as a Form of Remote Electoral Participation ?
Baptiste Coulmont 469

BIBLIOGRAPHIC REVIEW : VARIA

CRITICAL READINGS 489

NARRATIVE ACCOUNTS 497

BIBLIOGRAPHIC INFORMATION 523

JOURNAL REVIEW 525

ABSTRACTS 535

ABSTRACTS RÉSUMÉS

Vincent Dubois, Marion Lieutaud

LA « FRAUDE SOCIALE » EN QUESTIONS LA NATURALISATION D'UNE THÉMATIQUE POLITIQUE AU PRISME DES QUESTIONS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (1986-2017)

Cet article vise à rendre compte d'une évolution rigoriste dans les débats politiques sur les questions sociales et d'emploi, consistant plus précisément à promouvoir un contrôle plus strict des bénéficiaires d'aides sociales. Il repose sur l'analyse des questions parlementaires à l'Assemblée nationale, de 1986 à 2017 (n = 1 108). Rares, voire inexistantes, au début de la période, les questions sur les abus dont se rendraient coupables les bénéficiaires de prestations sociales et les modalités de leur contrôle ont augmenté jusqu'à devenir une thématique à part entière du débat politique. L'évolution de leur formulation révèle un durcissement progressif des prises de position, plus particulièrement à l'égard des fractions les plus démunies de l'espace social, et un affaiblissement concomitant des discours critiques à l'égard de telles tendances. On s'interroge en conclusion sur la manière dont la naturalisation de cette thématique dans les débats politiques a pu accompagner le renforcement des dispositifs de contrôle des « assistés ».

Mots clés : naturalisation des problèmes publics, politique symbolique, politiques sociales et d'emploi, fraude sociale, contrôle, questions parlementaires.

« WELFARE FRAUD » IN QUESTIONS THE NATURALIZATION OF A POLITICAL ISSUE IN LIGHT OF PARLIAMENTARY QUESTIONS AT THE FRENCH NATIONAL ASSEMBLY (1986-2017)

This article seeks to describe the political shift towards increasingly intransigent views on social and employment issues, and, more precisely, the promotion of surveillance and stricter

control of welfare recipients. It is based on the analysis of parliamentary questions posed in the French National Assembly from 1986 to 2017 (n = 1 108). At the beginning of the period studied, questions about welfare fraud were rare – in fact, almost non-existent – as were suggestions to increase the monitoring of recipients. Over the years, however, these issues gained in prominence, ultimately becoming a key element of political debate. This evolution revealed a gradual hardening of positions, particularly with regard to the most precarious segments of society, and a concomitant weakening of any discourse that might be critical of such trends. In conclusion, we examine how the widespread dissemination of this issue in political debates went hand-in-hand with increased and stricter control over welfare recipients.

Keywords : naturalization of public issues, symbolic politics, social and employment policies, welfare fraud, monitoring, surveillance, sanctions, parliamentary questions.

Julien Boelaert, Étienne Ollion

LES SOMMETS DU PALAIS ANALYSER L'ESPACE PARLEMENTAIRE AVEC DES CARTES AUTO-ORGANISATRICES

Les élections législatives de 2017 ont été marquées par un renouvellement inédit sous la V^e République avec l'arrivée d'élus aux profils rares. Comment se sont-ils adaptés à cet espace très codifié ? La réponse à cette question est difficile car l'activité parlementaire a des facettes multiples que les méthodes classiques peinent à restituer ensemble. Afin de décrire ces formes d'engagement parlementaire relationnellement et dans leur diversité, cet article introduit une méthode de réduction de dimensionnalité : les cartes auto-organisatrices (*Self-Organizing Maps*, ou SOM). Il en expose les principes et en démontre l'intérêt en pratique à partir du cas de l'engagement parlementaire des élus de 2017. Une comparaison avec l'analyse géométrique de données

souligne l'intérêt des SOM qui permettent une analyse fine des types de *praxis* parlementaire. Plus généralement, le texte montre que les SOM peuvent être un outil statistique utile, que ce soit pour réduire et visualiser une masse de données, ou pour représenter un espace social.

Mots clés : champ politique, *machine learning*, Parlement, novices, réduction de dimensionnalité.

AT THE SUMMIT OF POWER ANALYZING THE PARLIAMENTARY SPACE WITH SELF-ORGANIZING MAPS

The 2017 legislative elections brought an unprecedented breath of fresh air into the Fifth Republic, marking the arrival of many new faces in politics. How did these newly elected officials, many of whom were unusual recruits, adapt to such a highly codified space? This question is difficult to answer, given that parliamentary activity has many facets that traditional research methods struggle to account for in a global fashion. In order to describe the diverse forms of parliamentary engagement from a relational perspective, this article introduces the concept of self-organizing maps (SOMs) to reduce dimensionality. After explaining the principles of SOMs, this article will highlight their value in analyzing the parliamentary engagement of the new crop of legislators elected in 2017. Comparing SOMs with a geometrical data analysis underscores the former's value with regard to permitting a granular analysis of parliamentary praxis. More broadly, this text will demonstrate that self-organizing maps can be a useful statistical tool, whether they are employed to reduce and visualize a large data set or to represent a social space.

Keywords : political sphere, machine learning, parliament, freshmen, new elected officials, dimensionality reduction.

Félicien Faury, Guillaume Letourneur

UN CULTE DU CHEF ? CULTURE MILITAIRE ET VERTICALITÉ ORGANISATIONNELLE AU FRONT NATIONAL

La structure verticale et le fonctionnement autoritaire du Front national (FN) sont régulièrement attribués à un « culte du chef » supposé animer ses membres, dont on peine à discerner les fondements. Dans une démarche sociologique, cet article propose d'analyser les soubassements socioculturels de la hiérarchie

partisane frontiste. À partir de l'étude de milieux partisans dans des territoires contrastés, le texte montre que cette verticalité organisationnelle trouve une de ses conditions de possibilité dans une « culture militaire » dominante au sein du parti. La surreprésentation et la valorisation des mondes militaires au FN impliquent la diffusion d'un certain rapport à l'autorité qui vient légitimer le fonctionnement très hiérarchisé du parti. Cette culture militaire se traduit également par le peu de place accordé aux critiques internes de l'autorité du chef, et de ce fait par la récurrence, caractéristique de ce parti, des scissions et des exclusions militantes.

Mots clés : Front national, FN, RN, extrême droite, parti politique, culture militaire, armée, culture organisationnelle, militantisme.

A CULT OF PERSONALITY ? MILITARY CULTURE AND VERTICAL ORGANIZATION IN THE FRONT NATIONAL

The hierarchical scheme of far-right political organizations such as the *Front National (FN)* is usually attributed to a cult of personality or a desire for authority among its members. From a sociological perspective, this article will reflect on the socio-cultural bedrock of the *FN* partisan hierarchy. Based on the study of politically engaged circles in a number of different territories, this article argues that the vertical organization of the *FN* is made possible by a pervasive military culture within the party. The over-representation of party members with a military background implies a special relationship to authority, which in turn helps to maintain and justify the *FN*'s hierarchical structure. One of the consequences of this military culture is that internal criticism of leadership and authority are rare, which conversely explains the repeated partisan splits and exclusions that are characteristic of this party.

Keywords : Front national, FN, vertical organization, far-right, political party, military culture, army, organizational culture, activism.

Carla Tomazini

DES COALITIONS AU CONSENSUS POLITIQUE AMBIGU AUX ORIGINES DU REVENU MINIMUM AU BRÉSIL

L'ambiguïté est aujourd'hui une variable indispensable à la compréhension des mécanismes de « mise en consensus » dans l'adoption des politiques publiques. De plus

en plus utilisée pour l'analyse de l'action publique, la notion de « consensus ambigu » peut cependant perdre sa valeur analytique dès lors qu'elle recoupe des catégories opposées (tantôt les alliances et les accords, tantôt les oppositions et les désaccords profonds). Si l'ambiguïté ne se réduit pas à un simple dépassement des clivages partisans, que révèle-t-elle de singulier quant à la dynamique partisane ? Et comment le *Politics* participe-t-il de la mise en consensus des *Policies* ? En analysant la fabrique du revenu minimum au Brésil dans les années 1990, l'hypothèse développée ici est que « l'ambiguïté consensuelle » opère à trois niveaux distincts : à un niveau axiologique, au niveau des clivages partisans et à celui des stratégies électorales. L'article propose de suivre le processus complexe de mise en place de programmes de revenu minimum dont le fameux programme *Bolsa Família*, instauré en 2004, est une des résultantes.

Mots clés : coalitions, consensus ambigu, politiques sociales, revenu minimum, Brésil.

FROM COALITIONS TO AMBIGUOUS POLITICAL CONSENSUS THE ORIGIN STORY OF BASIC INCOME IN BRAZIL

Ambiguity has now become an indispensable element to understand how consensus-building mechanisms facilitate the adoption of public policies. Increasingly used in analyses of public action, the concept of « ambiguous consensus » can nevertheless lose some of its analytical value when it cuts across opposing categories (first alliances and agreements, for instance, and then oppositions and profound disagreements). If ambiguity is not reduced to the mere transcendence of partisan differences, what does it reveal about the uniqueness of partisan dynamics ? And how do « politics » contribute to the consensus-building required for policies to ultimately be adopted ? Through an analysis of how basic income programs were developed in Brazil in the 1990s, we shall argue that « consensual ambiguity » operates at three different levels : at an axiological level, at the level of partisan differences, and at the level of electoral strategies. This article will look at the complex process of implementing basic income programs in Brazil, including the famous *Bolsa Família* set up in 2004.

Keywords : coalitions, ambiguous consensus, social policies, basic income, Brazil.

Pierre Blavier, Tristan Haute, Étienne Pénissat

DU VOTE PROFESSIONNEL À LA GRÈVE LES INÉGALITÉS DE PARTICIPATION EN ENTREPRISE

Alors que les pratiques de participation des salariés en entreprise ont souvent été analysées de manière séparée, cet article propose d'investiguer, dans le cas du secteur privé en France, les articulations entre ces pratiques, du vote professionnel à la grève, mais aussi d'en restituer les déterminants et les évolutions récentes en s'appuyant sur les données de l'enquête « Relations professionnelles et négociations d'entreprise » (REPONSE). La majorité des salariés n'est que très peu engagée en entreprise, tandis qu'une minorité y est très engagée. Ces deux pôles renvoient à la conjugaison de deux mécanismes : « l'exclusion de fait », définie comme le fait de ne pas pouvoir participer du fait de l'absence de scrutin ou d'action collective organisée, et « l'auto-exclusion ». La première apparaît fortement dépendante des logiques de fonctionnement du champ économique. En revanche, ce sont surtout les caractéristiques des salariés qui déterminent l'auto-exclusion : les plus précaires et les cadres participent moins, notamment lors des élections professionnelles. Par ailleurs, la participation en entreprise a connu un déclin généralisé depuis le début des années 2000 même si des dynamiques conflictuelles se développent au sein de certaines fractions du salariat.

Mots clés : participation politique, relations professionnelles, conditions de travail, vote, grève, catégories socioprofessionnelles.

FROM WORKPLACE ELECTIONS TO STRIKES INEQUALITIES FACING PARTICIPATION IN INDUSTRIAL RELATIONS

Although the practices of employees with regard to internal corporate affairs and collective bargaining have been studied independently, this article shall investigate, in the case of the French private sector, how these different practices – ranging from workplace elections to strikes – intersect and connect. It shall also uncover their determinants and recent evolution by analyzing answers to the « REPONSE » survey [Relations professionnelles et négociations d'entreprise/ Employment Relations and Collective Bargaining]. The majority of employees are little mobilized in the company, while a minority is very involved in protest mobilizations in particular. These two extremes point to the existence of two

mechanisms : « de facto exclusion », defined as the inability to participate given the absence of a ballot or other organized collective action, and « self-exclusion ». The former appears to be highly dependent on the internal logic of the economic field. On the contrary, self-exclusion is primarily determined by the individual characteristics of employees themselves: more precarious employees and more *senior executives managers* tend to have limited participation, especially during workplace elections. In addition, participation within the corporate sphere has been subject to decline since the beginning of the 2000s, even as conflict has grown within certain segments of the salaried workforce.

Keywords : political participation, industrial relations, working conditions, voting, strike, social class.

Baptiste Coulmont

IN ABSENTIA

LE VOTE PAR PROCURATION, UNE PARTICIPATION ÉLECTORALE À DISTANCE ?

Le vote par procuration s'est diffusé au cours des dernières décennies. À partir de l'Enquête participation électorale (Insee, 2017), j'établis que cette modalité alternative au vote direct renforce la participation électorale des classes supérieures et donc les inégalités de participation électorale. Les jeunes adultes s'investissent plus dans la procuration alors même qu'ils forment les cohortes importantes d'abstentionnistes. Le vote par procuration, du moins lors de la séquence électorale de 2017, rend compte de la surparticipation des cadres et des plus diplômés : sans la procuration, leur taux de participation est égal à

celui des catégories intermédiaires. Mobilité et ressources sociales sont en interaction : le vote par procuration est la modalité à laquelle ont recours des électeurs mobiles du haut de l'échelle des ressources sociales, la mobilité des moins dotés ayant pour conséquence l'abstention. La procuration rend ainsi possible une participation électorale « à distance ».

Mots clés : vote, participation, mobilité.

IN ABSENTIA

PROXY VOTING AS A FORM OF REMOTE ELECTORAL PARTICIPATION ?

Proxy voting has become more widespread in recent decades. Based on the *Enquête participation électorale* [Study of Electoral Participation] published by INSEE in 2017, we shall argue that this alternative to direct voting strengthens electoral participation among the upper classes, and thus also perpetuates voting-based inequalities. Young adults are more likely to participate in proxy voting, even though they also form an important non-voting block. Proxy voting – at least if the 2017 elections are to be viewed as a reference point – accounts for the over-representation of executives and highly educated individuals. In fact, if proxy voting is not included, the voting rate for this group is equivalent to that of those in intermediate sociodemographic categories. Mobility and social resources intersect here : proxy voting is a means used by highly mobile voters with the most social resources, whereas a lack of mobility among lower classes often leads to abstention. Proxy voting thus makes a certain kind of « remote » electoral participation possible.

Keywords : voting, participation, mobility.
